



Accueil des gens du voyage sur l'Agglomération du Calaisis

*Aire de long séjour
30 places
(rue Jacques Prévert 62100 CALAIS)*

Règlement intérieur et contrat de séjour

EMPLACEMENT N°/___/___/

I Conditions d'accès à l'aire

Article 1

L'entrée sur l'aire pourra être refusée à des demandeurs qui, lors du précédent séjour, auraient commis des graves manquements au règlement intérieur ou n'auraient pas acquitté les sommes dues au titre de la redevance d'occupation et de la consommation des fluides.

Toute personne, pour être admise à séjourner, devra :

- avoir pris connaissance du présent règlement intérieur et s'être engagé à le respecter et à le faire respecter par tous les membres de sa famille et ses visiteurs,
- présenter son titre de circulation et son livret de famille,
- présenter la carte grise et l'attestation d'assurance des véhicules (camions, camionnettes, automobiles et caravanes),
- avoir payé le solde de toutes les dettes qu'elle aurait contractées lors de séjours précédents sur cette aire ou une autre aire de la Communauté d'Agglomération du Calaisis,
- s'engager à présenter le carnet de vaccination des animaux domestiques en sa possession. Pour les chiens de 1^{ère} catégorie, elle s'engage à présenter les papiers réglementaires d'identification de l'animal,
- signer le contrat de séjour,
- s'engager à disposer dans sa caravane d'un extincteur,
- signer la fiche d'entrée de l'exploitant.

L'occupation du terrain est révocable à tout moment.

Article 2

Les entrées et sorties se feront du lundi au vendredi de 9h00 à 17h00 et le samedi de 9h00 à 11h00. Pour chaque départ, les familles doivent prévenir le gestionnaire 48 h à l'avance. Les familles ne pourront quitter l'aire le week-end après samedi 11h00 que dans des cas exceptionnels.

Les familles pourront appeler VESTA au 06.86.40.35.78 de 9h00 à 17h00.

Article 3

Chaque famille admise devra occuper l'emplacement qui lui sera attribué. Pour des raisons de sécurité, un emplacement ne pourra accueillir plus de 2 caravanes (dont une seule à double essieu) et 2 véhicules. Aucun changement de place ne pourra être effectué sans l'autorisation du gestionnaire.

Toute construction et toute installation fixes sont interdites.

Lors de leur installation sur l'emplacement désigné par le gestionnaire, un minimum de 3 mètres entre chaque caravane est exigé pour raison de sécurité.

Article 4

En cas de demande trop importante, la priorité pour l'attribution des emplacements sera accordée aux familles dont les enfants sont scolarisés.

Article 5

Seules les familles séjournant en véhicules mobiles en état de marche pourront stationner sur le terrain.

II Conditions de séjour sur le terrain

Article 6

Chaque famille est responsable de l'emplacement où elle stationne, de son local sanitaire et de leur entretien.

Chacun est tenu de veiller à l'état de propreté du terrain :

- les ordures ménagères, les déchets de toute nature doivent être déposés dans les conteneurs,
- le nettoyage des parcelles et de son local sanitaire est sous la responsabilité de ses occupants.

Article 7

Chaque place est équipée d'une borne de distribution d'eau potable et d'électricité, ainsi que d'une bouche d'évacuation des eaux usées. Les eaux usées doivent être jetées aux endroits prévus à cet effet.

Chaque place est équipée de poteaux de fixation de cordes à linge dont le prêt est assuré par VESTA. Le percement de la dalle pour la fixation des auvents est strictement interdit. Le lestage est autorisé sous la responsabilité des familles. Toute dégradation sera facturée aux occupants.

A l'entrée sur l'aire, un agent de VESTA remettra aux familles un extincteur qui devra être restitué à la fin du séjour dans son état d'origine (sauf cas de force majeure). Dans le cas contraire, la caution sera amputée de la valeur du matériel (que ce soit une dégradation, une utilisation abusive ou une disparition).

Article 8

Les installations de l'aire sont mises à disposition des usagers qui les utilisent sous leur responsabilité.

Chaque voyageur reste civilement responsable des dommages qu'il provoque. Les enfants sont sous l'entière responsabilité de leurs parents qui s'engagent à les surveiller et à payer, le cas échéant, leurs dégradations.

Article 9

Les dépôts de toutes sortes (ferraille, brûlage,...) sont strictement interdits sur l'aire.

Les réparations (démontage moteur, vidanges, carrosserie,...) et lavages des véhicules (caravanes, voitures, camionnettes,...) sont strictement interdits sur l'aire.

Pour éviter tout problème de disjonctions et même d'électrocutions pouvant mettre en danger la vie des occupants, VESTA est autorisée à contrôler l'état des rallonges et raccordements électriques utilisés et peut exiger des familles qu'elles se munissent d'équipements aux normes.

Article 10

Chacun est tenu de respecter le calme et la tranquillité des autres familles, de jour comme de nuit, conformément aux règles relatives à l'ordre public, aux bonnes mœurs et au bon sens.

Les familles devront observer une parfaite correction à l'égard des habitants proches, des agents intervenant sur les aires, des entreprises, services et équipements publics. Elles ne devront pas troubler l'ordre public.

L'utilisation de groupes électrogènes est interdite afin d'éviter toute nuisance sonore.

Toute personne qui aura proféré des insultes ou qui se sera livrée à des actes de violence à l'encontre du gestionnaire ou des intervenants sur l'aire sera passible de sanctions allant jusqu'à l'exclusion.

Article 11

Tous les chiens doivent être attachés sur les emplacements et les chiens de catégorie 1 muselés. Les animaux de basse-cour sont interdits sur l'aire.

Article 12

La détention et l'usage des armes de toutes catégories sont formellement interdits.

Article 13

A l'intérieur de l'aire, la vitesse est limitée à 10 Km/h.

III Durée du stationnement

Article 14

La durée de stationnement est fixée à **9 mois maximum**. La durée de stationnement écoulée, la famille devra impérativement quitter l'aire et ne pourra y revenir qu'après une période de 3 mois et sous réserve de places disponibles. La durée de stationnement écoulée, la famille sera occupante sans titre et devra impérativement quitter l'aire. Une même famille ne pourra stationner sur les aires de la Communauté d'Agglomération du Calaisis que pendant une durée maximale de 9 mois sur 12 mois consécutifs. Le délai minimum entre 2 séjours est de 3 mois.

Article 15

Pour des raisons d'hygiène et de nécessité d'entretien, l'aire d'accueil sera fermée en totalité un mois par an à une date fixée par la Communauté d'Agglomération du Calaisis.

En conséquence, les places devront être libérées par leurs occupants à la date fixée pour la fermeture.

Les dates de fermeture et de réouverture seront annoncées par voie d'affichage avant la fermeture.

Article 16

La Communauté d'Agglomération du Calaisis garde la possibilité de réserver des places sur l'aire d'accueil pour des besoins spécifiques.

Article 17

Un voyageur ne peut quitter le terrain sans avoir payé le solde de ses redevances (occupation, consommations d'eau et d'électricité) et sans que le gestionnaire n'ait pu constater le bon état de l'emplacement. La caution n'est rendue que si ces 2 conditions sont remplies.

IV Règlement des redevances

Article 18

- A son arrivée sur l'aire, le résident s'engage à verser, au gestionnaire :
 - une avance d'une semaine sur la redevance globale selon la grille tarifaire ci-dessous
 - une caution de 150 €, laquelle restera acquise à la Communauté d'Agglomération du Calaisis en cas d'infraction ayant donné lieu à ordonnance d'expulsion

- Chaque semaine, le résident s'engage à régler, au gestionnaire, la redevance globale selon la grille tarifaire ci-dessous :

	Été (du 1 ^{er} avril au 30 septembre)	Hiver (du 1 ^{er} octobre au 31 mars)
1 personne	3 € / jour	4 € / jour
2 personnes	3,50 € / jour	4,50 € / jour
3 personnes	4 € / jour	5 € / jour
4 personnes	4,25 € / jour	5,25 € / jour
5 personnes et plus	4,50 € / jour	5,50 € / jour

Cette redevance globale comprend les prestations suivantes : emplacement en « enrobé » de 150 m² ; évier, douche et sanitaires individuels ; eau à volonté ; électricité à volonté ; prêt d'un extincteur et de 2 piquets à linge ; entretien et maintenance des équipements individuels et communs ; assainissement ; enlèvement des déchets.

- A la sortie de l'aire :
 - le résident s'engage à régulariser les sommes dues au titre de la redevance globale
 - le résident s'engage à signer la fiche de sortie de l'exploitant
 - le gestionnaire s'engage à restituer la caution si aucune dégradation relevant du résident n'a été constatée

Ces tarifs sont affichés à l'entrée des aires d'accueil et sont susceptibles d'être revus par la Communauté d'Agglomération du Calaisis.

V Sanctions

Article 19

Toutes mesures utiles seront prises pour assurer le respect du présent règlement. Le gestionnaire vérifiera l'ordre, la bonne tenue et le bon fonctionnement de l'aire.

En cas d'infractions au présent règlement intérieur (dépassement de la durée de séjour, impayés, dégradations matérielles sur le site, troubles de voisinage, agressions sur agents oeuvrant sur site...), le gestionnaire avertira l'intéressé des sanctions qu'il encourt et lui demandera de mettre fin sans délai aux troubles ou aux impayés dont il sera l'auteur.

En cas d'infraction(s) grave(s) ou réitérée(s) au présent règlement et aux règles relatives à l'ordre public et aux bonnes mœurs, la Présidente de la Communauté d'Agglomération du Calaisis pourra engager toute procédure, y compris judiciaire, pour assurer le retour à une situation normale, avec le cas échéant, l'expulsion des personnes créant des troubles.

Les violences volontaires constituent une infraction grave au sens du présent article : elles entraînent la résolution de plein droit du contrat de séjour.

L'interdiction d'accès à une aire pourra revêtir un caractère provisoire ou définitif. Cette interdiction pourra s'étendre aux autres aires de la Communauté d'Agglomération du Calaisis.

En cas de problèmes graves ou permanents, la Présidente de la Communauté d'Agglomération du Calaisis se réserve le droit de recourir à toutes procédures en vue d'une fermeture temporaire du terrain.

Clause résolutoire expresse

En cas de non règlement des redevances d'occupation et de consommation des fluides suite à une mise en demeure et passé 48 heures, le contrat de séjour sera résilié de plein droit si bon semble à la Présidente de la Communauté d'Agglomération du Calaisis.

L'occupant déchu de ses droits de séjour et qui refusera de quitter les lieux pourra être expulsé par simple ordonnance de référé, exécutoire par provision, nonobstant appel.

L'agression verbale ou physique à l'encontre d'un agent oeuvrant sur les terrains constitue une cause de résolution de plein droit du titre de séjour, et d'expulsion, par simple ordonnance de référé exécutoire par provision nonobstant appel.

A Calais, le

Le résident

La société VESTA

La Présidente de la Communauté
d'Agglomération du Calaisis,

Natacha BOUCHART

Le Vice-Président Philippe MICHAUD



Accueil des gens du voyage sur l'Agglomération du Calaisis – Aire de long séjour

CONTRAT DE SEJOUR EMPLACEMENT N°/___/___/

ENTRE :

La Communauté d'Agglomération du Calaisis, ayant son siège Hôtel de Ville, Place du Soldat Inconnu 62100 CALAIS, prise en la personne de sa Présidente, domicilié ès qualités audit siège, et la société VESTA, ayant son siège 7 boulevard Louis XIV- 59000 LILLE, prise en la personne de sa gérante domiciliée ès qualités audit siège.

D'UNE PART

ET :

M..._____, (Résident)

D'AUTRE PART

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Art. 1^{er} :

La Communauté d'Agglomération du Calaisis met à la disposition du résident et de tout occupant de son chef, l'emplacement désigné en tête des présentes, sis aire de court/moyen séjour, Rue Jacques Prévert à CALAIS.

La date limite du séjour est fixée au : ___/___/___ - ___/___/___ - ___/___/___/___/___

La société VESTA assure la gestion de l'aire de long séjour pour le compte de la Communauté d'Agglomération du Calaisis, dans le cadre d'un marché de prestation de service.

Art. 2 :

Le résident, signataire du présent contrat, s'engage à respecter et faire respecter par tout occupant de son chef, le règlement intérieur annexé aux présentes, ayant lui-même valeur contractuelle et dont le titulaire reconnaît avoir pris connaissance.

Art. 3 : Clause résolutoire expresse

Le présent contrat de séjour est résilié de plein droit dans l'un des cas suivants :

- en cas de non règlement du forfait d'occupation passé un délai de 48 h, après mise en demeure préalable
- en cas d'agression verbale ou physique à l'encontre des membres du personnel de la Communauté d'Agglomération du Calaisis, de la société VESTA, ou de leurs collaborateurs, et plus généralement des agents oeuvrant sur le site
- en cas d'infractions réitérées au règlement intérieur annexé au présent contrat, lequel règlement a lui-même valeur contractuelle
- en cas d'occupation d'un emplacement différent de celui prévu en tête des présentes
- plus généralement : en cas d'atteinte à l'ordre public.

Le résident ainsi déchu de ses droits locatifs qui refuserait de quitter les lieux pourra être expulsé, ainsi que tout occupant de son chef, à la requête de la Communauté d'Agglomération du Calaisis, par simple ordonnance de référé exécutoire par provision nonobstant appel.

Fait à CALAIS, sur l'aire de long séjour, le ___/___/___ - ___/___/___ - ___/___/___/___/___

Le résident

La société VESTA

La Présidente de la Communauté
d'Agglomération du Calaisis,

Natacha BOUCHART

7/7

La Vice-Présidente, Philippe MIGNONNET